

EXTRAIT

du registre des arrêtés du maire

Nous, maire de la ville de Digne-les-Bains,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la route,

VU le règlement municipal de voirie approuvé par délibération du conseil municipal N°30 en date du 25 Juin 2015,

VU la permission de voirie n°22-685 délivrée à ENEDIS en date du 25 Juillet 2022,

VU la demande en date du 15 février 2023 formulée par l'entreprise AZUR TRAVAUX 6 allée des Tilleuls 04200 SISTERON.

**CONSIDÉRANT** que pour effectuer un raccordement électrique, il est nécessaire de réglementer **la circulation et le stationnement**.

**OBJET :** Réglementation de la circulation et du stationnement : route du Plan de Gaubert

ARRÊTONS

**Article 1 :** Le présent arrêté est applicable **du Vendredi 17 Février 2023 au Vendredi 24 Février 2023**. Il devra impérativement être affiché sur les lieux des travaux.

**Article 2 :** La circulation routière **route du Plan de Gaubert** sera maintenue par demi-chaussée et réglé par feux tricolores ou manuellement selon les besoins des travaux. La vitesse de circulation sera réglementée à 30 km/h. Le stationnement sera interdit dans l'emprise des travaux. L'entreprise est autorisée à intervenir avec divers engins de chantier. La circulation et le stationnement seront réouverts dès la fin des travaux.

**Article 3 :** La signalisation appropriée tant avancée que de position est de la responsabilité de l'entreprise chargée des travaux. Elle devra être adaptée au chantier et déposée par l'entreprise dès qu'elle n'aura plus d'utilité. La signalisation existante sera occultée si nécessaire.

**Article 4 :** Le pétitionnaire est responsable de l'ensemble des décombres pouvant boucher le réseau pluvial, il prendra toutes les précautions afin d'éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par son matériel. Il effectuera, en permanence, les nettoyages nécessaires. Les dégradations éventuelles de la chaussée seront à la charge de l'entrepreneur. En cas de manquement nécessitant l'intervention des services techniques municipaux ou d'une entreprise, celle-ci sera réalisée à la charge exclusive de l'entreprise responsable des travaux.

**Article 5 :** L'entreprise sera responsable tant vis à vis des tiers que de la ville de Digne-les-Bains des accidents et dommages de toute nature qui pourraient résulter de l'existence de ce chantier.

**Article 6 :** Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7 :** Le directeur général des services de la ville de Digne-les-Bains, les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Il sera notifié à l'entreprise chargée des travaux, affiché par ses soins à chaque extrémité du chantier et publié dans les formes prescrites.

Cet arrêté peut faire l'objet d'une action contentieuse dans les deux mois suivant sa date de publication/affichage ou de notification par :

- recours gracieux auprès de Mme le Maire de la commune de Digne-les-Bains. En cas de notification de rejet du recours gracieux ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par la commune saisie du recours gracieux, un nouveau délai de 2 mois est ouvert pour introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, 31 rue Jean François Leca 13235 MARSEILLE cédex 2.

- recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, 31 rue Jean François Leca, 13235 MARSEILLE cédex 2

Le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « *Télérecours citoyen* » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le Maire de Digne-les-Bains

*L'Adjoint délégué*

M. BLANC

